

Des organisations internationales lance un appel en faveur des médias burundais

Reporters sans frontières, 23 juin 2015 BURUNDI Appel conjoint aux autorités burundaises pour la réouverture des médias Plusieurs organisations internationales soutenant les médias et la liberté de la presse appellent les autorités burundaises à permettre la réouverture des médias, fermés depuis le 14 mai 2015. Cette situation prive les Burundais de toute information, alors que les élections législatives et présidentielle sont prévues les 29 juin et 15 juillet 2015.

Appel lancé le 22 juin 2015 Les organisations signataires, soutenant la liberté de la presse et le développement des médias, sont très inquiètes par la fermeture continue des médias burundais, ayant pour conséquence le manque d'accès à une information fiable au Burundi. Par ailleurs, elles dénoncent les attaques et les menaces à l'encontre des entreprises de presse et de leur personnel. Cette situation est particulièrement préoccupante compte tenu du calendrier des élections législatives et présidentielle, respectivement prévues les 29 juin et 15 juillet. Indéniablement, des médias libres, fiables et indépendants jouent un rôle crucial dans le processus électoral. Sans leur présence, les Burundais ne disposeront pas de l'information nécessaire leur permettant de faire un choix informé lors des scrutins à venir, ce qui remettra clairement en question leur crédibilité. En conséquence, nous demandons aux autorités burundaises qu'elles permettent la réouverture et le fonctionnement des médias indépendants et que ceux-ci puissent travailler à partir de la Maison de la Presse ou de tout autre endroit pertinent, puisque les principales stations de radio ont été détruites. Nous demandons également aux autorités d'autoriser la reconstruction et le rééquipement des médias. Nous encourageons par ailleurs les autorités à veiller à ce que la cinquantaine de journalistes et autres personnels des médias ayant fui le Burundi pour trouver refuge dans les pays voisins soient autorisés à rentrer en toute sécurité dans leur pays, sans craintes de poursuites judiciaires ou d'autres menaces. Enfin, nous encourageons le dialogue entre les autorités et les médias ainsi qu'entre les autorités et l'opposition et entre les autorités et l'espace social des Nations unies pour les Grands Lacs afin de créer les conditions propices à la tenue d'élections libres, transparentes, inclusives et pacifiques. Signé par : Jesper Højberg, Executive Director, International Media Support; Toby Mendel, Executive Director, Centre for Law and Democracy; Leon Willems, Director, Free Press Unlimited; Caroline Giraud, Coordinator, Global Forum for Media Development; Tina Carr, Director, Rory Peck Trust; Ernest Sagaga, Head, Human Rights and Safety, International Federation of Journalists; Caroline Vuillemin, Director of Operations, Fondation Hirondelle; Alice Klein, President, Canadian Journalists for Free Expression; Daniel Calingaert, Executive Vice President, Freedom House; Thomas Hughes, Executive Director, Article 19; Tamsin Mitchell, Americas/Africa Researcher and Campaigner, PEN International; Barbara Trionfi, Executive Director, International Press Institute; Carina Tertsakian, Senior Researcher for Burundi and Rwanda, Human Rights Watch; Christophe Deloire, Secretary General, Reporters sans frontières; Cyprien Ndikumana, Director General, Panos Grands Lacs